



Club des Vigilants
Apprivoisons l'avenir



Vigilances n°116
Eté 2016

Sommaire

<i>Edito : Avenir de la démocratie</i>	3
<i>L'hommage d'Henry Hermand à son ami Michel Rocard</i>	5
<i>L'Europe après le Brexit</i>	7
<i>Le Brexit, une chance historique pour l'Union européenne ?</i>	7
<i>L'Europe est une copropriété, pas un lotissement</i>	9
<i>L'Europe à minima vue de Budapest</i>	11
<i>Géopolitique et nucléaire</i>	14
<i>Michel Rocard et la dissuasion nucléaire : la vision d'un homme d'Etat nourri par ses convictions</i>	14
<i>Nuages sur l'accord nucléaire avec l'Iran</i>	16
<i>S'adapter à la croissance lente</i>	19
<i>Sept actions prioritaires pour s'adapter à une économie sans croissance</i>	19
<i>Intérêts négatifs. La révolution silencieuse</i>	22
<i>Pourquoi l'épargne ne s'investit pas</i>	24
<i>L'effet des taux bas sur les banques : si la crise de 2008 recommençait...</i>	27
<i>Blockchain : un outil révolutionnaire pour l'économie collaborative ?</i>	30
<i>L'éthique du libéralisme</i>	33
<i>Gaël Giraud : la malédiction du Club de Rome va s'accomplir, sauf si...</i> ...	33
<i>Pascal Lamy : L'éthique de la globalisation exige la connaissance des autres</i>	35
<i>Revivifier la démocratie</i>	38
<i>Souriez, vous vivez une métamorphose de la société</i>	38
<i>La fondation de Lila pour lutter contre l'illettrisme</i>	41
<i>Le rêve du « grand soir » est toujours là en France</i>	42
<i>Vie du Club</i>	44

Edito : Avenir de la démocratie

Le Brexit est la conséquence d'une conduite désinvolte de la démocratie.

D'abord, cette majorité simple qui donne au tiers des électeurs le droit de sortir de l'UE. Le référendum ensuite. **De même que la mauvaise monnaie chasse la bonne, le référendum chasse l'intelligence collective pour sommer les frustrations individuelles.** Poussée par l'excitation l'échelle du discours se déforme, l'assimilation de l'UE au 3^e Reich passe quasiment inaperçue. *Last but not least*, celui qui régala le cirque référendaire de cette flatteuse comparaison annonce rapidement qu'il n'assume rien ; son compère premier ministre, auteur de la brillante feinte électorale à l'origine du désastre, non plus. **Décevante démocratie !** Dans un article republié par le *Un* à l'occasion de sa disparition, Michel Rocard écrivait « *la faiblesse politique de la démocratie est une constante* ». La lucidité commande aujourd'hui de voir que la faiblesse s'est aggravée.

Dans les démocraties libérales, **le processus électoral est conçu pour produire de la stabilité.** La représentation permet d'absorber des opinions diverses et contradictoires et de les fondre dans un système de choix dont l'ensemble des options est toléré par le plus grand nombre, y compris la minorité. *Mainstream* est contesté mais le système contient les perturbations à la périphérie. Les problèmes complexes, les décisions de long terme ou irréversibles, celles qui touchent aux valeurs fondamentales, sont décantés par des corps intermédiaires et des institutions en tous genres qui font s'asseoir pour protéger mûrir la réflexion avant de la soumettre au vote.

Aujourd'hui l'instabilité se loge au cœur du processus électoral ; c'est-à-dire la possible remise en cause des fondamentaux du pacte national ou social (l'unité du Royaume-Uni, le libre-échange et l'immigration aux Etats-Unis, etc.). Le système électoral a fini par internaliser des perturbations de la mondialisation et de la digitalisation qui, à cause de leur puissance, n'ont pu rester à la périphérie. Les politiques ont peu pensé

ces évolutions. Au défaut de réflexion ils ont ajouté celui de représentation, devenant à peu près sourds aux doutes des représentés ballottés par le tumulte.

Ce n'est pas la fin de l'histoire. Tout système politique — dans le sens d'organiser la représentation des groupes sociaux et de permettre leur cohabitation — tend à se modifier avec son environnement. **De nouvelles formes de la pratique démocratique émergent** : codécision de la société civile et de l'appareil politico-administratif (COP 21) ou civitechs en sont des exemples. **Elles ne remplaceront pas la compétition électorale et la représentation mais elles les amélioreront en profondeur**, leur adjoignant une information rapide et nuancée sur ce que pensent les représentés ou sur l'impact des politiques publiques ainsi que de nouvelles synthèses que le système partis/institutions ne produit plus. **C'est une évolution formidable dont la qualité viendra de ce produiront les nouveaux corps intermédiaires de la démocratie, au premier rang desquels les think tanks.**

La démocratie évolue, c'est pour cela qu'au Club des Vigilants on s'intéresse à son avenir¹ !

Philippe Bois

¹ Groupe de travail « Avenir de la démocratie », piloté par Marc Bosvieux

L'hommage d'Henry Hermand à son ami Michel Rocard

Adieu mon frère,

C'est ainsi que s'adressait à moi Michel dans les derniers courriers manuscrits qu'il m'avait fait parvenir, de cette écriture sans pareille.

Notre première rencontre date de Septembre 1958, lorsque Michel, déjà homme de gauche, abandonnant les trop rétrogrades Jeunesses socialistes et la SFIO, vint rejoindre nos rangs de la petite Union de la gauche socialiste (UGS) qui regroupait les intellectuels de ce qui allait devenir plus tard la deuxième gauche.

Je revois encore la mine gourmande de mon ami Serge Mallet, le sociologue visionnaire de la nouvelle classe paysanne, me présentant un jeune et brillant inspecteur des Finances tellement différent de la majorité enseignante de nos adhérents. Michel Rocard, alors haut fonctionnaire, avait pris le nom de Michel Servet, cet humaniste brûlé vif pour hérésie en 1553. Il avait rejoint nos rangs et allait y jouer un rôle de plus en plus important, jusqu'à incarner ce qu'on appela la nouvelle gauche réaliste et pragmatique débarrassée des scories d'un marxisme mal digéré.

Depuis cette date, nous ne nous sommes jamais quittés. Nous nous sentions tous deux héritiers de Pierre Mendès France, auquel tant de gens font référence, qui ne l'ont jamais connu.

L'émotion que soulève la disparition de Michel est le reflet du rôle exceptionnel qu'il aura joué à la recherche de la vérité et de l'intérêt général par-delà les conformismes et les replis frileux. Pas une fausse note dans le concert de louanges, pas une critique de ceux qu'il fustigeait, qui n'osent encore s'attaquer à la statue du Commandeur.

Michel était l'homme le plus décoré de France et dans un très grand nombre de pays, ce qui était encore la preuve de son rayonnement. Beaucoup avait distingué ses mérites. De Felipe Gonzáles à Gorbat-

chev, dont il fut le seul français invité lors de sa réception chez la Reine à Londres. Il y mettait une certaine coquetterie et je revois encore son visage rayonnant de bonheur lorsqu'il vint m'annoncer sa nomination au plus haut grade de la Légion d'honneur.

Me reviennent en foule les innombrables curiosités de Michel. Son goût pour toutes les découvertes : le bateau qu'il barraît en Bretagne avec son ami Edmond Maire, leader de la CFDT - il me faisait signe lorsqu'il passait au large de ma propriété bréhatine -, le planeur qu'il avait découvert plus récemment et le plaisir qu'il prenait à raconter comment, au cours d'un de ses vols, un aigle l'avait accompagné.

Sur le plan intellectuel, nous avons toujours eu en commun le refus de la violence, la préférence pour le contrat, au lieu de lois toujours plus contraignantes, quand elles ne deviennent pas paralysantes.

Et, au-dessus de toutes les vertus, Michel plaçait l'intelligence. Je l'entends encore me dire : « Un : l'intelligence. Deux : l'intelligence. Trois : l'intelligence. ». Cette intelligence qui permet de comprendre un peu l'extraordinaire complexité de notre vaste monde. Oui, Michel était d'abord l'incarnation de l'intelligence.

Aujourd'hui, c'est un plaisir de constater combien de gens se sentent rocardiens, y compris certains dont le moins que l'on puisse dire est qu'il ne les portait pas dans son cœur. Mais, il serait du plus mauvais goût de rentrer dans cette polémique. En revanche, je me ferai un devoir avec ses meilleurs et plus proches amis de continuer à diffuser les si lumineux enseignements de Michel.

Depuis plus de dix ans, Michel partageait mes bureaux, ce qui encore renforçait notre intimité. Il affirmait ainsi sa totale liberté loin de nos palais nationaux auxquels il avait droit. Liberté qui lui était plus chère que tout.

Et, pour finir, le mieux est encore pour moi de citer les derniers mots qu'il m'écrivait à propos de l'un de mes articles : « Pourquoi me demandes-tu mon avis quand tu écris des choses que tu sais que je pense ? Dans la situation actuelle, je ne pense pas qu'on puisse dire

autre chose, donc bravo et merci. Pourtant au fond de l'affaire, l'essentiel est dans ce que tu ne peux pas dire et même peut-être ne doit pas dire. Je te redis mon inquiétude, qui ne sera dicible que si l'ambiance change, donc on se tait et on garde en réserve l'espoir de pouvoir être entendu ».

Adieu mon frère,

Ton œuvre a éclairé notre vie ; il appartient à la nouvelle génération de la poursuivre et de s'en inspirer.

Article d'Henry Hermand paru dans le n°114 du « Un »

L'Europe après le Brexit

Le Brexit,
une chance historique
pour l'Union européenne ?



Nos amis britanniques s'apprêtent à voter* pour ou contre le maintien de leur pays dans l'Union européenne.

La dynamique de la campagne semble indiquer que la sortie de cette Union a le vent en poupe.

Certes le Brexit fait peser un risque économique (d'ailleurs plus fort, semble-t-il, pour les Britanniques que pour nous) et politique (une possible « contagion » mais, si elle devait s'avérer, elle ne concernerait que des pays mineurs).

Ce départ ne peut-il pas, bien au contraire, représenter une chance historique pour l'UE ?

Le Royaume-Uni a eu, depuis toujours, « *un pied dans l'Union et un pied en dehors* ». Ce qui est une assez bonne représentation de son attitude très égoïste, tirant de l'Union ce qui peut être bon pour elle (pour faire simple, l'accès privilégié à un marché important lui permettant de développer son économie, notamment financière), rejetant toute forme de contrainte collective.

Car le Royaume-Uni ne s'est jamais complètement amarré à l'Europe continentale. Après son adhésion le 1er janvier 1973, faisant suite à 2 tentatives repoussées par la France de De Gaulle (« *l'Angleterre, je la veux nue* »), et un premier référendum (déjà !) en 1975, il commence, dès l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979, à réclamer un traitement particulier. Le tonitruant « *I want my money back* » de la Dame de fer ouvre la voie à **une suite ininterrompue d'exemptions** : rabais sur la contribution budgétaire, coopération judiciaire et policière à la carte, refus d'appliquer la charte des droits du travail, nombreuses dérogations à la législation sociale, refus de participer à l'espace Schengen, etc.

Bref, **le Royaume-Uni n'a cessé d'appuyer sur le frein à chaque tentative de l'Union de progresser.** Alors, au moment où l'UE risque la désagrégation, avons-nous réellement besoin d'un catalyseur qui accélérera ce mouvement ?

La sortie de ce trublion ne sera-t-elle pas justement **l'occasion de refonder** (osons « *ré-enchanter* ») le « **projet** » européen et de lui (re)donner **une ambition réellement collective** ? Quelle place politique veut tenir l'Union dans le monde multipolaire post chute du mur de Berlin ? Comment adapter collectivement son économie et ses peuples à la mondialisation ? Comment préparer sa jeunesse à prendre la relève ? Comment intégrer intelligemment les migrants qui la rejoignent ? Comment lui redonner un contenu plus démocratique et éviter la dérive technocratique ?

Bernard Bougel

** Texte écrit par Bernard avant le vote du 23 juin. Depuis le vote, Bernard est déçu. « A tous ceux qui, comme moi, espéraient des gestes indiquant un changement d'orientation au sein de l'UE, les récents événements apportent un cinglant démenti, dit-il. Tout d'abord, force est de constater que, la période initiale de sidération passée, le couple franco-allemand (à moins qu'il ne faille l'appeler germano-français) est moins que jamais à l'unisson. De plus, la récente décision de la Commission de déclencher une procédure de sanctions contre les politiques budgétaires de l'Espagne et du Portugal vient à propos leur rappeler que l'espoir d'une plus grande solidarité entre les 27 reste utopique. »*

L'Europe est une copropriété, pas un lotissement



Les pays européens abusent des référendums sur l'Europe (54 depuis 1972²) et en font un mauvais usage.

Le seul référendum que l'on pourrait vraiment qualifier d'« européen » serait celui où tous les citoyens européens (ou bien tous les citoyens des pays membres de la zone euro) voteraient en même temps sur une même décision. On commence heureusement à en parler (Alain Juppé par exemple).

Les seuls référendums nationaux sur l'Europe qui se justifient sont ceux qui portent sur la question simple : entrer ou sortir. Le référendum britannique a eu au moins le mérite d'être clair. Les Britanniques vont se retrouver hors d'Europe après avoir exprimé en vrac leur rejet de Cameron, des immigrés, des inégalités, de la mondialisation et peut-

² Une étude du service de recherche du parlement européen, à lire [ici](#) comporte notamment un tableau détaillé des 54 référendums.

être de l'Europe. En effet les électeurs votent moins sur la question posée que sur celui qui la pose (de Gaulle a quitté le pouvoir en 1969 après un référendum sur la réforme du Sénat et la régionalisation). Avoir lancé ce référendum en Grande Bretagne fut une mauvaise action. Mais au moins la mécanique référendaire avait une certaine logique. On savait clairement à quoi correspondaient le oui et le non.

Le référendum français de 2005 sur le traité constitutionnel était, d'une certaine manière, beaucoup plus absurde. Passons sur la technicité de la constitution européenne, tant raillée à l'époque. C'était, dans l'esprit de ceux qui l'ont initié un référendum formalité. Le peuple allait ratifier la constitution longuement négociée par les experts. Les conséquences du non – pas vraiment spécifiées avant le vote – étaient tout sauf claires. Que fallait-il faire ? Sortir de l'Europe ? Bloquer son fonctionnement ? Bien qu'un nouveau traité (de Lisbonne) ait, pour la forme, remplacé le traité constitutionnel, tout le monde vous dira que la voix du peuple n'a pas été respectée. Et depuis, s'est installée en France, malgré les pouvoirs accrus du parlement européen, le lieu commun selon lequel la construction européenne est anti démocratique. La constitution européenne aurait du être ratifiée – ou pas – par un référendum de tous les Européens.

Lancer, en de rares occasions, un vrai référendum des Européens aurait le mérite de concrétiser ce qu'est l'Europe. Un vrai référendum européen ne serait pas seulement un vote de tous les Européens le même jour, comme semble l'envisager Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères. Ce serait un vote permettant qu'une décision soit prise, même si une majorité des électeurs français ou espagnols y étaient hostiles, parce qu'une majorité globale constituée d'Allemands, d'Italiens et autres Finlandais mais aussi d'électeurs français et espagnols y serait favorable.

Dit autrement il faut **arrêter de raconter aux citoyens qu'une Union européenne ne comporte aucun abandon de souveraineté.** Qu'un référendum national pourrait imposer les vues des Français, des Irlandais, des Néerlandais ou des Grecs au reste de l'Europe (le « refus » par les Grecs du plan de redressement demandé par l'Europe que leur gou-

vernement a pourtant bien du accepter fut un sommet d'absurdité). Cela ne fait que renforcer chez les électeurs le sourd sentiment qu'on leur cache quelque chose et qu'il faut voter non. On peut « entendre » les peuples sur beaucoup de sujets. L'Europe peut, par exemple, mieux protéger ses frontières, lutter en commun contre le terrorisme en créant un FBI européen (voir la proposition de Jérôme Cazes [ici](#)). Mais on ne peut pas faire l'Europe en se racontant qu'elle serait beaucoup mieux si chaque parlement souverain de chaque état membre souverain avait exactement les mêmes pouvoirs que si cet état n'était pas membre de l'Europe (c'est pourtant à peu près ce que racontait Boris Johnson au début de la campagne britannique). L'Europe et les pro-européens doivent faire leur « coming out » et l'Europe ne s'en trouvera pas forcément plus mal. Oui, le copropriétaire d'un appartement en copropriété consent un abandon de souveraineté que ne consent pas celui d'un pavillon. Dans les réunions de copropriété on a parfois le sentiment que cette idée simple n'est pas bien passée. L'Europe a le même problème.

* Une étude du service de recherche du parlement européen, à lire [ici](#), comporte notamment un tableau détaillé des 54 référendums.

Jean-Claude Hazera

L'Europe à minima vue de Budapest



Pourquoi la Hongrie se refuse-t-elle à participer au système de répartition des réfugiés entre les pays européens conçu par la Commission européenne ?

Reçu le 17 mai au cours d'une matinale du Club des Vigilants, l'ambassadeur de Hongrie en France, Georges Károlyi, a longuement expliqué la position de son gouvernement qui a été très commentée et critiquée en Europe. À posteriori,

cette intervention éclaire également ce qu'on peut attendre de pays membres comme la Hongrie après la décision de sortie des Britanniques, largement motivée par des questions d'immigration.

La crainte du chômage ou les raisons économiques ne sont pas l'essentiel, a-t-il assuré. On a beaucoup exagéré aussi le refus des musulmans. Ce serait un problème de « mode de vie », un problème pour la société. **Pour être accepté, un courant migratoire doit être « voulu, contrôlé et progressif », a développé l'ambassadeur.** Ces conditions ne seraient pas remplies par l'afflux de réfugiés. S'il était accepté il deviendrait une « source d'explosions sociales » au bénéfice de l'extrême droite !

Le parti du premier ministre Viktor Orban, perçu comme très à droite et populiste par le reste de l'Europe, a, en effet une opposition de droite, rappelle l'ambassadeur. Avec 20% de l'opinion contre 50% pour le parti au pouvoir elle ne le menace pas immédiatement, mais c'est l'opposition la plus organisée.

Au delà de ces raisons c'est toute la conception de l'Europe qu'on se fait à Budapest qui explique aussi ce différent. Georges Károlyi est revenu à plusieurs reprises sur l'idée que la Commission Européenne a outrepassé son mandat en faisant adopter un système de répartition obligatoire de 160 000 réfugiés entre les pays membres. La petite Hongrie (Moins de 10 millions d'habitants) a d'ailleurs introduit une instance contre cette décision auprès de la Cour de Justice européenne.

Entrer dans l'Union Européenne en 2004 était pour la Hongrie une « nécessité géostratégique ». Les Hongrois ont voté massivement en faveur de cette entrée. Georges Károlyi lui-même se présente comme un fervent européen. Pour autant c'est une Europe des nations que veut son pays. Les Etats-Unis d'Europe seraient un « barbarisme ». Sans vraiment parler d'Europe à la carte ou d'Europe à géométrie variable, c'est bien de quelque chose comme cela que parle l'ambassadeur en évoquant l'impossibilité d'être d'accord sur tout à 28... ou même à 27. **À Budapest, après le Brexit, on proposera sans doute une « pause » de la construction européenne plus que de nouvelles avancées.**

J-C H

À lire aussi après le Brexit

Sur le rôle de l'immigration dans le vote britannique, une étude d'Aurore Flipo, de Sciences Po Grenoble, publiée sur theconversation.com et repérée par le site boulevard-exterieur.com. L'auteur nous rappelle notamment ceci : « En 2004, le Royaume-Uni est le seul pays européen, avec la Suède, à accorder pleinement l'accès au marché du travail aux citoyens des États qui viennent d'entrer dans l'Union européenne (huit pays d'Europe centrale et orientale ainsi que Chypre et Malte). La Commission européenne autorise en effet les anciens pays de l'UE à retarder jusqu'à sept ans l'accès des nouveaux membres à leur marché du travail. La France, par exemple, ne l'ouvrira qu'en 2008. »

Sur les motivations des Britanniques, un texte à retrouver sur l'excellent [blog du général Etienne Copel](#), qui nous fait parfois l'amitié d'être des nôtres, au Club des Vigilants. Titré « Churchill trahi ! » par l'auteur, on aurait envie de le re-titrer « C'est pas la faute à l'Europe ». « Malgré tous les reproches, souvent justifiés, que l'on peut faire à l'Union européenne actuelle, je crois que le Brexit a des causes essentiellement britanniques », écrit notamment Etienne Copel.

Sur la validité juridique du référendum, les interrogations de Philippe Tixier [sur le site du Club des Vigilants](#).

Géopolitique et nucléaire

Michel Rocard et la dissuasion nucléaire : la vision d'un homme d'Etat nourri par ses convictions



Michel Rocard, disparu le 2 juillet, était intervenu au Club des Vigilants en février 2010 pour parler de l'élimination des armes nucléaires, combat qu'il

avait fait sien, en tant que membre de la commission Canberra notamment.

On était à la veille de la conférence quinquennale du Traité de Non-Prolifération (TNP) et beaucoup d'espoirs étaient mis dans le leadership américain après les discours d'Obama de 2009, à Prague et à l'ONU.

Son intervention fut éblouissante. D'abord parce que son récit des négociations et l'exposé des problématiques étaient d'une grande précision (il pouvait citer l'annexe technique d'un traité) et d'une grande clarté. Au-delà, parce qu'il **faisait la démonstration que la conviction, la confiance, l'amitié, la fidélité à ses combats sont des forces motrices de l'histoire, parfois plus fortes que les jeux de pouvoir qui lui ont tant coûté en politique intérieure.**

Le temps de son intervention, il nous **fit entrer dans la fabrique de l'histoire, dévoilant avec malice les ruses qui font aboutir, in extremis, les négociations internationales** ou l'accord que, Premier ministre, il avait obtenu de François Mitterrand : un essai de moins chaque année (8 au départ), ce qui permettait de passer à la simulation. En 1993, pour

s'attacher les voix écologistes aux législatives, Mitterrand décréta un moratoire immédiat et total. On connaît la suite : le moratoire n'était pas viable, Jacques Chirac dut reprendre les essais au prix d'une crise majeure pour la diplomatie française.

Haut fonctionnaire, membre de l'appareil d'Etat, Michel Rocard avait adhéré au concept de dissuasion après que les Etats-Unis avaient, en 1962, adopté la doctrine Mac Namara de la riposte graduée. De facto, la doctrine tolérait la destruction du champ de bataille européen avant d'envisager des représailles à partir de l'arsenal nucléaire américain. Off the record, son « copain Kissinger » lui dit que la France avait eu raison de maintenir l'incertitude de la première frappe. Pour Michel Rocard, la fin de la guerre froide avait tout changé et, depuis la tribune des Vigilants, il adressa un message très clair à l'establishment (terme qu'il utilisait beaucoup) civil et militaire français : **le concept de dissuasion, brillante construction théorique, se démonétisait dans un monde passionnel où les petits prolifèrent et frappent sous le seuil et où les grands se sentent autorisés à brandir la menace nucléaire sans que leurs intérêts vitaux soient engagés.** Selon lui, la France devait avancer, sans réserve, sur la voie d'un désarmement général et complet.

Dans la discussion qui suivie, sa position fut vigoureusement contestée. Michel Rocard répondit avec pugnacité, sans jamais cesser d'être direct et incroyablement chaleureux, nous invitant, par son exemple, à donner le meilleur à ce qui reste le cœur de la démocratie : la discussion publique.

Ph. B.

Nuages sur l'accord nucléaire avec l'Iran



L'accord nucléaire du 14 juillet 2015 entre l'Iran et le groupe de puissances dit P5+1 (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie, plus l'Allemagne) a été à juste titre salué comme un succès historique, fruit de plus de dix ans d'efforts diplomatiques.

Mais ce sommet atteint, restent encore tous les périls de la descente, c'est-à-dire d'une mise en œuvre qui va durer de dix à quinze ans. Le pari de l'accord, c'est qu'au bout de ce temps, la confiance ayant été retrouvée quant aux pratiques et intentions nucléaires de l'Iran, celui-ci pourra être accueilli dans la communauté internationale comme un membre pleinement respectueux des normes de la non-prolifération. Mais pour cela, **encore faut-il que toutes les parties s'attachent, selon les termes mêmes de l'accord du 15 juillet, « à appliquer ce plan d'action de bonne foi, dans une atmosphère constructive fondée sur le respect mutuel, et à s'interdire toute action allant à l'encontre de sa lettre, de son esprit et de son intention. »** Ce n'est pas à ce jour le chemin emprunté.

Côté iranien, la lettre de l'accord, depuis son entrée en vigueur le 16 janvier dernier, a été scrupuleusement appliquée (...). Mais, à la marge de l'accord, les choses se gâtent... l'Iran développe avec opiniâtreté un programme de missiles suffisamment puissants pour



pouvoir emporter un jour sur longue distance des têtes nucléaires (...) Ce programme balistique est géré par les Pasdaran, ou Gardiens de la révolution, ce corps d'élite politico-militaire, ne rendant des comptes qu'au Guide suprême, Ali Khamenei, et qui intervient lourdement dans le quotidien de la République islamique. Ses chefs n'ont pas fait mystère de leur réticence à l'égard du compromis avec des puissances hostiles que représentait à leurs yeux l'accord nucléaire. Ils (...) accompagnent leur programme balistique de mises en scène et d'une rhétorique agressive qui (...) donne des armes à tous ceux, aux États-Unis et ailleurs, qui verraient volontiers capoter l'accord nucléaire, et embarrasse lourdement le gouvernement du président Rohani. ...

Du côté américain, les choses ne vont pas mieux. Là encore, la lettre de l'accord a été respectée, les sanctions qui y sont énumérées ont bien été levées, mais à ses marges, toutes les sanctions hors de portée de l'accord, car prises pour des raisons étrangères à la lutte contre la prolifération nucléaire, restent en vigueur. (...) elles vont de fait bien plus loin, en interdisant à qui que ce soit à travers le monde toute affaire dans lequel un seul citoyen américain serait impliqué, toute affaire aussi où se retrouveraient des institutions ou des individus figurant sur une liste noire, en particulier les fameux Pasdaran, toute affaire enfin qui amènerait une circulation de dollars entre l'Iran et un quelconque correspondant extérieur. **De telles règles aboutissent à rendre extraordinairement complexe le montage de la moindre transaction avec l'Iran, et en réalité, à l'interdire.**

(...) Même si Hillary Clinton l'emportait, celle-ci, dans sa campagne, a manifesté l'intention d'appliquer a minima l'accord avec l'Iran, ce qui pourrait présager de longues difficultés.

Nous en sommes là aujourd'hui (*texte publié en avril*), et cet aujourd'hui est hautement préoccupant, surtout si l'on songe aux quinze années encore à parcourir. Il faut espérer qu'il s'agit là de ratés de démarrage, que le bon sens triomphera, que personne ne se hasarderait donc à casser un accord dont la rupture provoquerait à coup sûr la relance de la prolifération au Moyen-Orient. Mais il est vital de démontrer, dans les quelques mois qui restent avant l'élection prési-

dentielle américaine et les remises en cause qu'elle pourrait entraîner, que la confiance est en train de renaître et que l'accord roule sur de bons rails.

Sans attendre, des inflexions sont nécessaires : du côté iranien en renonçant aux aspects provocateurs de son programme balistique et à son exploitation à des fins politiciennes, du côté américain en cessant d'entraver l'ouverture économique attendue avec anxiété par la population iranienne. Celle-ci, devant l'absence de résultats, commence à se demander si l'Iran n'a pas conclu « un marché de dupes ». La consolidation d'un tel sentiment serait évidemment désastreuse pour la suite. Il y va en cette affaire de l'avenir de l'expérience Rohani, que l'Europe, les États-Unis et bien d'autres, notamment au Moyen-Orient, ont tout intérêt à voir réussir.

François Nicoullaud

Texte intégral à lire sur clubdesvigilants.com

S'adapter à la croissance lente

Le groupe de travail du Club a terminé sa première phase de travaux sur ce sujet. Il a publié un texte d'analyse, consultable dans son intégralité [ICI](#). Voici les sept recommandations qu'il en a tirées et qui ont également été publiées sur [Le Cercle des Echos](#).

N'hésitez pas à commenter et à faire circuler ces textes. Ils sont destinés à provoquer la réflexion, à ouvrir et enrichir le débat. Ils ne se veulent pas définitifs.

Les membres du groupe de travail sont Pascale Carle, référent du groupe (pascale.carle@gmail.com) Anne Beaufumé, Bernard Biedermann, Bernard Bougel, Olivier Haertig et Jean-Claude Hazera.

À la suite de ce texte nous vous proposons plusieurs analyses qui montrent bien que cette croissance lente est déjà en train de changer l'économie et la finance ainsi qu'un texte d'Olivier sur la blockchain, directement en rapport avec notre priorité n° 6.

Sept actions prioritaires pour s'adapter à une économie sans croissance

Sept actions prioritaires s'imposent à nos sociétés si elles veulent vivre bien avec des moyens qui ne s'accroissent plus au même rythme.

1- Privilégier et accélérer le développement de l'innovation frugale

Des entreprises pionnières expérimentent déjà une nouvelle façon d'innover avec des process plus courts et plus simples. L'objectif est de concevoir des produits ou services essentiels, moins chers à l'achat et à l'utilisation. La démarche est de se questionner à chaque étape de la création sur ce qui est vraiment nécessaire par rapport à la fonc-

tionnalité finale du produit ou service et sur le moyen le plus économique d'y parvenir.

Nous préconisons de **faire connaître, enseigner et soutenir ces démarches « frugales »**.

2 - Alléger drastiquement les normes qui coûtent cher et étouffent l'activité

Aujourd'hui la France croule sous le poids de plus de 400 000 normes. Et il s'en crée tous les jours de nouvelles. Même si certaines peuvent être considérées comme légitimes, il faut en réduire le nombre de façon drastique.



Nous préconisons un objectif ambitieux : passer de 400 000 à 4 000. **Pourquoi pas un « Grenelle des normes » pour y parvenir ?**

3 - Fonder la protection sociale sur la citoyenneté davantage que sur le travail

Malgré la croissance lente et les risques de chômage, il faut maintenir une bonne protection sociale. Le salariat étant appelé à ne plus être la norme, nous préconisons de **généraliser à l'ensemble de la protection sociale le principe déjà à l'œuvre dans la Couverture Maladie Universelle**. Nous sommes conscients que cela pose des problèmes de financement (transfert des cotisations sur l'impôt ? protection moins forte pour les moins démunis ?) et d'organisation (harmonisation des multiples régimes et caisses ?).

4 - Expérimenter un revenu universel de base pour chaque citoyen

Ce revenu minimum, égal pour tout le monde, se substituerait à l'ensemble des systèmes d'aide existant aujourd'hui mais serait versé sans condition (ressources, emploi,...) à tout citoyen. Il ne serait pas diminué ou suspendu pour ceux qui travaillent.

Il est déjà expérimenté ou sur le point de l'être dans plusieurs pays ; nous préconisons **d'adopter très rapidement la même démarche d'expérimentation en France.**

5 - Désétatiser le social

Les expériences réussies d'entreprise telles que le Groupe SOS ou d'associations telles que Les Restos du Cœur ou tant d'autres montrent à quel point **l'entrepreneuriat social ou les associations sont souvent plus innovants et moins coûteux que l'État.** Pour maintenir un bon niveau de protection sociale avec des ressources publiques limitées par l'absence de croissance nous préconisons de **généraliser la délégation de l'Etat à de telles structures.**

6- Promouvoir la vraie économie collaborative

Il est nécessaire de **distinguer la vraie économie collaborative du capitalisme numérique.** La position dominante d'entreprises nouvelles ou non (d'Airbnb à ERDF) étouffe les capacités d'innovation et coûte cher. Nous avons besoin que **les économies nées du partage, des circuits courts et de l'usage du numérique profitent aux consommateurs et aux producteurs (et non aux intermédiaires) ;** nous avons besoin de créer de nouveaux liens à l'échelle locale et nous avons besoin que les idées nouvelles ne soient pas étouffées par d'anciennes bonnes idées, souvent portées par des multinationales imposant leurs solutions.

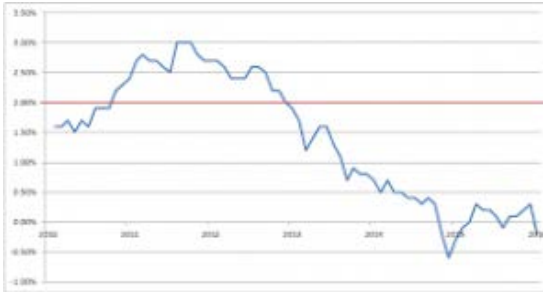
Nous préconisons de **promouvoir une « vraie » économie collaborative, en imposant des règles du jeu claires, garantissant une juste concurrence entre les acteurs.**

7 - Responsabiliser les citoyens

Les sociétés riches infantilisent les individus en leur promettant le zéro risque (principe de précaution) et le tiers payant généralisé.

Une société plus frugale doit s'appuyer sur des citoyens conscients des coûts (de la santé par exemple) et des risques (éducation du citoyen plutôt qu'édiction de normes ou règlements). Nous préconisons de **supprimer le principe de précaution et de réserver le tiers payant aux personnes en difficulté.**

Intérêts négatifs. La révolution silencieuse.



Le ministre allemand des finances a violemment pris à parti la BCE : « la politique des taux d'intérêt nuls est une attaque contre

la fortune de millions d'Allemands qui ont placé leur argent sur des comptes d'épargne ou en assurance vie ».

Il lui impute la responsabilité de la montée du parti eurosceptique Alternative pour l'Allemagne. Concrètement, le ministre vise le taux directeur nul et le taux de dépôt négatif (-0,4%) de la BCE. Cette politique de taux négatifs est voulue par la banque centrale. En pénalisant leurs dépôts elle pousse les banques commerciales à les recycler sous forme de crédits favorables à la croissance ; **une pression directe en forme de « prêtez ou perdez »**.

Les taux négatifs suscitent d'autres critiques. **Les économistes craignent une déstabilisation du système financier** puisque certains acteurs, les compagnies d'assurance-vie notamment, prennent plus de risques pour préserver les rendements servis aux épargnants. **Les entrepreneurs pointent l'absence de foi en l'avenir et une forme extrême du besoin de sécurité qui consiste à préférer la liquidité à tout autre investissement.** **Les moralistes s'alarment du renversement des valeurs : être rémunéré pour emprunter !** La valeur donnée au temps par l'économie et l'éthique classiques semble vaciller face à un phénomène qui ne cesse de s'étendre : 40% des obligations souveraines européennes s'échangent à des taux négatifs sur des durées de plus en plus longues ; de grandes entreprises remboursent moins qu'elles n'empruntent et, au Danemark, le tabou des particuliers a été levé pour des prêts immobiliers. La politique d'accommodement de la BCE est-elle seule en cause ? Dans son attaque très politique, le ministre allemand refuse de voir

une tendance de fond qui échappe au contrôle des autorités monétaires. Dans tous les pays vieillissants il y a une évolution tendancielle à la baisse de la demande, baisse accentuée en Europe par les autres tendances longues que sont le chômage, les inégalités et, dans certains cas, la baisse des salaires réels. Les économistes appellent cela la « lente érosion de la rentabilité marginale du capital productif » ; autrement dit, une faible croissance tendancielle n'est compatible qu'avec des taux (très) bas.

Surtout, la situation est profondément nouvelle parce qu'aux effets d'une demande déprimée se surajoute la politique menée pour nous sortir de la crise commencée en 2008 ; c'est-à-dire la création d'une gigantesque masse monétaire pudiquement nommée « assouplissement quantitatif ». **L'équilibre épargne-investissements a été rompu et la demande de crédits est très en-dessous de la monnaie disponible.** Il faudrait une vague d'investissements, de préférence privés pour ne pas aggraver l'endettement public, pour faire remonter les taux. Rien ne l'annonce pour l'instant. En attendant, trop d'épargne se place sur trop peu de placements surs dont elle déprime les rendements jusqu'à les rendre négatifs.

Pas assez de placements sûrs, pas assez de demande, pas assez de risques, pas assez de confiance dans l'avenir, on peut décrire le phénomène sous ses différentes facettes dans tous les cas l'inconnue qui résout l'équation est la même : elle s'appelle « perte de valeur ».

Dès lors il est facile de voir que le débat sur les taux négatifs n'est pas seulement économique, il est avant tout politique et se résume à une question, la même à chaque sortie de crise : **qui va-t-on spolier ? Aux dépens de qui résorbe-t-on l'excès d'épargne ?** La réponse, redoutée par Schaüble, semble limpide : **aux dépens de ceux qui en ont. C'est bien une révolution silencieuse qui s'opère.** Comme dans toute révolution, il s'agit de la redistribution du capital dont les rentes sont devenues insoutenables ; aujourd'hui l'épargne qu'on ne sait plus rémunérer ; par exemple, hier, le capital socialement inerte du clergé français. Il y aura des gagnants et des perdants. Schaüble l'a bien compris qui s'est exprimé au nom d'une catégorie d'intéressés.

Depuis plus de 30 ans, l'économie monétaire a soutenu la croissance et de nombreuses innovations mais ses limites, et la contestation, apparaissent au grand jour depuis l'emballlement de 2008. Parmi ses défauts, l'un est mortifère : elle a mis sur la tête des jeunes générations un mur de dettes. Persévérer dans les intérêts négatifs signifie faire circuler la rente monétaire en leur faveur. Ils auront des alliés, notamment les contribuables pour qui la remontée des taux aboutirait fatalement à une ponction supplémentaire.

Ce qui se passe avec les intérêts négatifs est notre sujet à tous. **Un nouveau paradigme se met en place où l'on interroge notre comportement en croissance faible, le rôle de la monnaie dans l'économie, la place de la finance dans la société ou encore la valorisation du temps que le péril écologique a déjà bouleversée.** Le puissant appareil de l'économie monétaire, tout à la défense de ses rentes, refuse de dire que le temps futur n'est pas intrinsèquement positif ; c'est mal poser le problème, la qualité du futur est peut-être, simplement, qu'il recèle de nouvelles opportunités.

Philippe Bois

Ce texte a été publié dans les pages « idées » des Echos le 23 avril. Si vous voulez le faire circuler à des amis anglophones vous trouverez une version en anglais [sur notre site](#)

Pourquoi l'épargne ne s'investit pas



La barre des 10 000 milliards de dollars de dettes publiques qui s'échangent à des taux négatifs a été franchie.

En termes de causes les choses semblent assez simples : cette épargne est mal rémunérée faute de trouver des investissements créateurs de valeur ajoutée. La BCE s'emploie pourtant à canaliser l'épargne vers l'investissement. En achetant la dette publique elle chasse les banques commerciales de cette zone de confort en espérant qu'elles iront exercer leur métier de prêteurs sur le ter-

rain plus risqué de l'investissement productif, source de la croissance et de l'emploi.

Les banques trouveront-elles 10 000 milliards d'investissements ? Vraisemblablement non. A titre d'exemple le plan Juncker, qui prévoit un effort massif dans les PME, dépasse à peine 300 Mds d'euros. **Ceux qui misent sur l'investissement productif pour faire remonter les taux font un pari risqué.** Non parce que les entrepreneurs n'en font pas assez mais parce que l'ordre de grandeur avec l'épargne disponible a divergé. Sommes-nous dès lors condamnés à voir l'épargne se placer sur des titres sans rendement, dévorée par un marché obligataire déjà obèse (120 000 Mds d'euros) ?

Elargir l'horizon de l'épargne / investissement signifie saisir l'ampleur de la grande transformation en cours. Ruptures technologiques, changement radical des valeurs et redistribution sur l'échelle des rendements sont les symptômes des transitions historiques, la digitalisation aujourd'hui, l'industrialisation hier. Ces phénomènes interagissent entre eux, leurs interactions produisent une véritable révolution qualitative.

Commençons par être pleinement conscients de la transformation du monde par la technologie. Là sont les investissements dont l'ordre de grandeur correspond aux montants évoqués. Deux exemples : le coût d'un réseau mondial à haute tension associé à des réseaux intelligents locaux pour distribuer une électricité décarbonée a été évalué à 13 000 milliards de dollars. Imaginons aussi l'infrastructure pour les voitures sans conducteurs, incroyable révolution à venir. Adieu panneaux de signalisation et feux tricolores ; capteurs, GPS et diverses boucles électromagnétiques formeront la nouvelle infrastructure sur terre et dans l'espace. Elle est entièrement à construire... et à financer. Dans les deux cas, les bénéfices sociaux sont considérables : 80% des accidents de la route seraient, par exemple, évités.

Parlons ensuite du rendement, l'impitoyable miroir de nos réussites et de nos échecs. Hormis des classes d'investissements dont le volume est restreint (capital risque), la tendance à la baisse va se poursuivre ; elle pose de vrais problèmes politiques dans des sociétés vieillissantes et

épargnantes. La réflexion sur les rendements s'articule autour d'une question essentielle : sommes-nous prêts à mieux valoriser l'utilité sociale et le long terme ? Les incitations fiscales, d'autres indicateurs de richesse et de nouvelles normes comptables sont une partie de la réponse, une partie seulement. Le point principal est l'inflexion des valeurs, ce sont elles qui, in fine, fixent l'échelle des rendements.

L'exceptionnel observateur de la société industrielle que fut Raymond Aron écrivait : « ce qui est constitutif du capitalisme, ce n'est pas tant le profit maximum que l'accumulation indéfinie ». L'accumulation indéfinie a longtemps irrigué le système de valeurs, de prix et de rendements. L'étape du développement historique qui lui succède sous nos yeux a d'autres caractéristiques, par exemple des mécanismes inédits de solidarité / confiance permis par la technique collaborative, l'écrasement des hiérarchies et des intermédiaires et l'impératif de frugalité. Une nouvelle échelle des rendements va apparaître, redistribuant la valeur des actifs, le prix des biens et des services. En grande partie, elle sera ce que nous en ferons.

Ces milliards qui divaguent sur les marchés sont le signe irritant d'une absence de repères ; accuser la finance est trop facile, la responsabilité est collective. Les think tanks sont là pour rappeler aux candidats de 2017 que reprocher l'absence de rendement pour les épargnants-retraités-électeurs ne suffira pas : orienter l'épargne est une responsabilité, fondamentalement, politique.

Ph B

L'effet des taux bas sur les banques : si la crise de 2008 recommençait...



Difficile d'exclure qu'une crise financière majeure comme celle de 2008 recommence un de ces jours.

Difficile d'exclure qu'elle mette les banques en difficulté. Et difficile d'exclure que les contribuables et l'économie en général n'en pâtissent comme la dernière fois. C'est le sentiment général qui ressortait après avoir entendu Christophe Nijdam, secrétaire général de Finance Watch, qui s'exprimait le 13 juin devant le Club des Vigilants.

Ancien banquier, ancien analyste financier spécialiste du secteur bancaire, Christophe Nijdam définit Finance Watch, jeune organisation née de la dernière crise, comme une sorte d'ONG de « contre lobbying ». Des parlementaires européens, puis Michel Barnier, à l'époque commissaire européen, avaient souhaité sa création pour contrebalancer un peu le très efficace lobbying des banques auprès de l'Union Européenne, lieu désormais central pour la supervision bancaire. Effet majeur de l'après crise de 2008, puis de la crise grecque, qui avaient vu les Etats membres tenter de résister en ordre dispersé, l'Europe, qui a bien été obligée d'être solidaire dans l'urgence, a pris en main la supervision bancaire.

Paradoxe de la situation actuelle, ce qui inquiète Christophe Nijdam est ce qui a permis de sortir de la crise et qui maintient l'économie européenne sous perfusion depuis : la politique de la Banque Centrale Européenne, qui arrose le marché de liquidités et maintient les taux d'intérêt tellement bas qu'ils deviennent même négatifs. Les taux à court terme sur lesquels la BCE exerce son pouvoir sont très bas. Mais les taux à long terme, qui traduisent plus les anticipations des marchés le sont aussi. Conséquence : « la courbe des taux est plate », comme disent les financiers. Plate à un niveau proche de zéro.

Dans cette situation il est beaucoup plus difficile pour les banques de gagner leur vie, explique Christophe Nijdam. Plusieurs activités sont touchées. Pour en rester au plus simple exemple, **le vieux métier consistant à prêter à long terme en se refinançant à court terme n'est plus rémunérateur. Les risques n'en sont pas diminués pour** autant. Une variation d'un quart de point du taux de rémunération des obligations a plus d'effet sur le prix des obligations détenues par un investisseur quand les taux sont à zéro que lorsqu'ils sont à 5% ou plus. D'où la nervosité des marchés dont les effets amplificateurs sont énormes. **Les marchés de produits dérivés représentaient trois fois le PIB mondial en 1998, au moment de la crise de LTCM. On en est aujourd'hui à dix fois le PIB mondial. Et 80% de cette masse incontrôlée est sensible aux risques de taux,** assure le secrétaire général de Finance Watch.

Si une nouvelle crise se déclençait, la Banque Centrale Européenne « n'aurait plus de marge de manœuvre », estime-t-il, puisque ses taux sont déjà à zéro et qu'elle fournit déjà toutes les liquidités qu'on lui demande. Dit autrement, **nous n'avons pas digéré la crise précédente.** Il faudra 25 ans pour cela a dit Paul Tucker, ancien vice-gouverneur de la banque d'Angleterre et professeur à Harvard au cours d'une conférence organisée à Bruxelles par Finance Watch (et disponible sur son site).

Rien n'oblige une crise boursière à dégénérer en crise bancaire, comme la dernière fois. Mais, nous rappelle Christophe Nijdam, en janvier et février, quand « les germes d'une nouvelle crise » se sont manifestés sur les marchés, « les banques ont été chahutées ». Pour Nijdam les marchés ont compris que les taux zéro et la courbe plate ne sont pas très bons pour la santé des banques.

C'est là qu'intervient, en principe, la régulation. De nouvelles règles ont été imposées aux banques pour leur éviter de sombrer dans la tourmente et nous éviter les conséquences de leurs déboires. On peut effectivement « avoir l'impression que le job est fait », dit Christophe Nijdam.

Au niveau législatif les grands textes ont été adoptés. Et « l'opinion publique a l'impression que le travail a été fait »... Mais les banques repren-

nent la main au niveau réglementaire et au niveau des textes d'application (dix fois plus nombreux) qu'elles complexifient à l'extrême. La Commission actuelle, notamment sous l'influence du commissaire britannique à la stabilité financière, Jonathan Hill, qui a remplacé Michel Barnier, est beaucoup plus compréhensive à l'égard des banquiers « qui ont la mémoire courte », comme dit Michel Barnier. Du coup la législation fait deux pas en avant et les textes d'application un pas en arrière.

Christophe Nijdam craint même une franche remise en cause, au nom de cette économie européenne toujours languissante que les banques ne financeraient pas suffisamment parce que toutes ces contraintes les en empêcheraient (voir dans Les Echos du 14 juin la manière dont les banques essayent d'obtenir l'appui de Bruxelles contre un supposé renforcement des règles que leur impose le comité de Bâle). La régulation n'est pas achevée que l'on songe déjà à déréguler. **La nouvelle Commission a inversé le credo de la précédente, estime l'orateur. Au lieu de dire que "la stabilité financière est le prix à payer pour la croissance et la création d'emplois" celle-ci pense que "la croissance économique et la création d'emplois sont les pré-requis à la stabilité financière"...**

Résultat, les banques ne seraient pas donc pas suffisamment protégées contre une nouvelle crise. L'économie et les contribuables le seraient-ils ? Pas vraiment. **Le monde compte toujours en effet 30 « banques systémiques »** (dont BNP Paribas, BPCE, le Crédit Agricole et la Société Générale), liste très officiellement tenue à jour par le Conseil de stabilité financière, émanation du G20. Autrement dit 30 banques « too big to fail » qu'on estime ne pas pouvoir laisser tomber car elles pourraient entraîner tout le château de carte. Autrement dit 30 banques qui bénéficient d'une subvention implicite des contribuables.

L'objectif, estime Christophe Nijdam, devrait être de ne plus en avoir aucune. **Une seule solution : avoir des banques plus petites et surtout appliquer la fameuse séparation des activités de marché et des activités de banque classique**, chère à Jérôme Cazes, ancien président du club et président du Comité de transparence de Finance Watch. En France elle avait été

promise par François Hollande. Elle a été vidée de sa substance par Pierre Moscovici, alors ministre des Finances.

Ce n'est pas la disparition des banques que Christophe Nijdam appelle de ses vœux. Il aime son ancien métier et est convaincu de leur utilité pour financer l'économie et évaluer les risques. Mais en attendant son propre patrimoine n'est pas investi, a-t-il répondu à la question d'un des vigilants. Parce que les marchés ne lui inspirent pas confiance. Et il conseille de ne pas confier plus de 100 000 euros à chaque banque, ce qui est le plafond de la garantie publique.

J-C H

Retrouvez des extraits ainsi que l'enregistrement intégral de cette matinale en vidéo sur [vimeo.com](https://www.vimeo.com)

Blockchain : un outil révolutionnaire pour l'économie collaborative ?



La blockchain, technologie numérique qui a notamment permis la naissance de la monnaie virtuelle bitcoin, pourrait permettre de développer les transactions

sécurisées de l'économie collaborative en se passant d'un grand « tiers de confiance » qui centralise les opérations.

A ce titre, le groupe du travail du Club des Vigilants sur l'adaptation à la croissance lente estime que c'est une technologie à suivre.

Un colloque a eu lieu récemment sur la blockchain à l'occasion de la présentation par ses auteurs (Alexis Collomb et Klara Sok) d'un rapport d'étape commandé par l'Institut Louis Bachelier au CNAM.

La blockchain (en français, technologie des registres distribués), repose sur une architecture inversée par rapport au standard actuel d'exécution des transactions : elle rend caduque l'intervention d'un tiers de confiance en lui substituant un réseau totalement décentralisé. Les informations transitant par cette longue chaîne sont vérifiées, copiées et stockées par une multitude d'intervenants volontaires, qui engagent la puissance de calcul et la mémoire de leurs ordinateurs pour résoudre des problèmes cryptographiques aux fins de valider la transaction, puis de la stocker.

Elle permet aussi d'exécuter automatiquement des « contrats intelligents », sans temps mort, ni intervention d'un tiers. C'est l'objectif de la plateforme Ethereum, conçue pour administrer automatiquement un marché à terme : appels de marge, règlements livraisons en utilisant sa propre crypto monnaie.

Les applications de la blockchain déjà testées sont très diverses : tenue d'un cadastre (Ghana), service public notarial (Estonie), transferts de fonds internationaux, transactions boursières, archivage de dossiers de santé numériques. Et aussi OpenBazaar, qui a l'ambition de devenir un concurrent totalement décentralisé d'eBay. Il accepte exclusivement les bitcoins.

En supprimant l'intervention d'un tiers de confiance, la blockchain menace les institutions qui remplissent cette fonction, comme les Bourses ou les intermédiaires financiers, mais aussi les grandes plateformes qui dominent l'économie collaborative et la tiennent sous leur dépendance. Elle donnera la possibilité « d'ubériser Uber », de restituer à l'économie collaborative tout son potentiel de création de valeur, de libérer l'Internet des objets de la tutelle des grands opérateurs mondiaux cherchant à imposer leurs solutions, d'empêcher les Gafa de faire main basse sur les données.

On n'en est pas encore là. De réelles difficultés devront être résolues auparavant. L'irréversibilité des transactions utilisant la blockchain et l'exécution automatique des contrats pose un problème de sécurité : comment annuler des transactions anarchiques ou criminelles ?

Comment contrôler des robots exécutant des contrats passés par d'autres robots ?

La multiplicité et la redondance extrême des vérifications et du stockage au sein d'un réseau dense est coûteuse en mémoire (déjà plus de 20 fois le cloud de Google pour sécuriser le bitcoin) et en énergie fossile : la blockchain accentue l'effet de serre !

Et naturellement, la possibilité d'anonymiser totalement les transactions fait problème. Ce n'est pas un hasard si l'Etat du Delaware, qui cherche à être, depuis toujours, une sorte de « paradis juridique » américain, va se doter d'une législation très facilitante pour la blockchain !

Pour autant, comme l'a affirmé la Caisse des Dépôts lors de ce colloque, **la blockchain n'est plus un sujet réservé aux geeks, mais un enjeu de souveraineté et de compétence**. 1 milliard de dollars a déjà été investi dans des start up utilisant cette technologie, dont 50 % aux USA. L'une d'elle a été créée par Blythe Masters, « l'inventeur » des CDS, rendus tristement célèbres par la crise de 2008.

La place financière française l'a bien compris et s'intéresse de près au sujet. Notamment à la possibilité d'utiliser la blockchain à l'intérieur d'une chaîne privée, ce qui permettrait de préserver la capacité de contrôle des opérations qui y seront authentifiées.

Olivier Haertig

L'éthique du libéralisme

Bernard Esambert, président d'honneur du Club des Vigilants, a lancé une ambitieuse entreprise de refondation d'une éthique du libéralisme, dont la nécessité semble assez évidente : montée des inégalités et de la cupidité, comportements discutables des dirigeants qui aboutissent à des endettements et des spéculations irresponsables, etc.

Le Club des Vigilants soutient cette entreprise.

Bernard a organisé depuis l'automne 2015 un cycle de conférences très intéressantes sur le sujet, conférences auxquelles assistent régulièrement des membres du club. On peut en retrouver le texte et les vidéos avec un peu de décalage sur [le blog de la fondation Ethique et économie](#).

L'ambition ultime de Bernard est de réunir un grand symposium qui adoptera une Charte universelle des règles éthiques du libéralisme.

Gaël Giraud :
la malédiction du Club de Rome
va s'accomplir, sauf si...



Le Club de Rome a été très célèbre dans les années 70 du XXe siècle lorsqu'il publia son rapport catastrophiste sur Les limites de la croissance.

Gaël Giraud est un brillant économiste qui intervenait le 1er juin dans le cadre du cycle de conférences sur l'éthique du libéralisme. Gaël Giraud est économiste en chef de l'Agence Française de Développement et... jésuite.

D'emblée, il a abordé l'éthique du libéralisme comme une question d'éthique collective et non pas d'éthique individuelle.

Pour lui, le principal défi que nous devons affronter collectivement est celui du dérèglement climatique et plus largement des limites que la nature oppose à notre mode de développement. Il a tenu sur ce point un discours assez impressionnant. Il a notamment évoqué les travaux de l'économiste australien Graham Turner, qui a confronté à la réalité le rapport commandé en 1970 à une équipe du MIT par le Club de Rome et connu sous le nom de rapport Meadows. Celui-ci était tombé dans l'oubli sans jamais avoir été scientifiquement contesté. Or Turner a vérifié que, pendant les trente années 1970-2000, la réalité colle de près à deux des scénarios peu optimistes du rapport. **Si on extrapole, la croissance se heurterait à ses limites physiques et s'effondrerait quelque part au milieu du XXI^e siècle.**

Gaël Giraud a évoqué évidemment les risques de pénurie d'énergie fossile. La limite importante – le fameux pic pétrolier – n'est pas celle des réserves de pétrole, mais celle de la capacité d'extraction, autrement dit du flux disponible à tout moment. L'exploitation du gaz de schiste n'a fait que le repousser de quelques années.

Mais il a aussi souligné **les dangers que nous font courir des pénuries annoncées de matières premières**, cuivre et phosphate par exemple. Notre ami Jacques Blamont avait déjà souligné les enchaînements catastrophiques d'une pénurie de phosphates qui affecterait la production d'engrais et donc la capacité de la planète à nourrir l'humanité (Introduction au siècle des menaces. Odile Jacob. 2004). Le n°82 des Annales des Mines, daté avril 2016, s'inquiète des « Métaux stratégiques, un enjeu mondial ? ».

Ces pénuries de matières premières sont d'autant plus inquiétantes que, contrairement à ce qui se passe pour le risque climatique, aucun dispositif institutionnel ne prend le problème en charge à l'échelle planétaire.

Ce qui fait de toutes ces menaces une question éthique, outre le fait qu'elles nous concernent collectivement, c'est le fait que leurs effets

seront très injustes, explique Gaël Giraud : les premiers touchés seront les habitants des pays pauvres et les plus affectés dans les pays riches seront les moins riches.

Les solutions ? L'économiste souligne l'importance de toutes les techniques de recyclage, aussi bien pour les matières premières que pour l'eau. Il dit que nous ne nous intéressons pas assez à toutes les initiatives locales porteuses de solutions. Il est assez séduit par La troisième révolution industrielle de Jeremy Rifkin (Ed Les liens qui libèrent, 2011). Et il croit peu à l'efficacité des marchés pour résoudre les problèmes. Cri du cœur : « on peut enfin dire que les marchés sont inefficaces ». En matière de limitation des émissions de carbone et d'économie des matières premières il croit cependant aux « signaux prix ». **Il faut que l'émission de CO₂ ait un prix – mais pas le même en Europe et en Inde. Il faut que ces marchés du carbone soient régulés et surtout pas financiarisés. Pas de marché à terme, pas d'options, pas de dérivés..**

J-C H

Gaël Giraud a écrit Illusion financière. Pourquoi les chrétiens ne peuvent pas se taire (Ed de l'Atelier).

Pascal Lamy : L'éthique de la globalisation exige la connaissance des autres



L'ancien Directeur de l'OMC, orateur du cycle sur l'éthique du libéralisme, rappelle les deux approches principales qui régissent la question des relations internationales :

l'approche westphalienne qui défend l'idée de relations entre Etats souverains ayant chacun leur éthique (« *cujus regio, ejus religio* ») et conduit à juxtaposer de la façon la moins mauvaise possible ces éthiques nationales, et l'approche cosmopolitique selon laquelle il y aurait

une « morale universelle ». En pratique, le droit international s'appuie sur une somme de principes et de procédures, parfois sous-tendues par un système de valeurs (ex. la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme).

Pour autant, selon Pascal Lamy, **nous n'avons pas une éthique commune, car les mots n'ont pas forcément le même sens. L'éthique de la globalisation est nécessitée par plusieurs faits** : le rapprochement des économies, auquel les Etats tentent de mettre des obstacles non-tarifaires (tels que les mesures de précaution : OGM, données privées, bien-être des animaux,...) ; les excès de la globalisation (voracité financière, montée des inégalités) - Pascal Lamy rappelle fort à propos qu'Adam Smith était un... moraliste - ; la désoccidentalisation du monde ; la diversité des acteurs (les multinationales ont leur propre système de valeur) ; le progrès scientifique enfin, qui touche de plus en plus au vivant.

Mais, souligne Pascal Lamy, bien que nous vivions la fin de l'approche westphalienne, **les obstacles sont nombreux à l'établissement d'une telle éthique** : les limites de l'appartenance (il n'y a pas de « communauté internationale » fondant une légitimité d'une telle éthique), le danger même d'une vérité unique (risquant de provoquer une montée des nationalismes et des fondamentalismes), la faiblesse du politique qui doit énoncer les valeurs et arbitrer.

Il insiste sur la nécessité d'un « appareillage institutionnel », tout en rappelant que le TPI, avatar d'un tel appareillage, s'est discrédité en ne jugeant que des dictateurs africains.

Pascal Lamy énonce quelques principes de ce qu'il nomme une « convergence éclairée des sagesse ».

Premier principe : converger sur les notions de « liberté » et d'« égalité ». La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme stipule que « les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits ». Ce « et » est trompeur et nécessite un arbitrage de l'ordre de la justice.

Deuxième principe : la subsidiarité qui permet de ne se préoccuper que de ce qui est nécessaire.

Troisième principe : la reconnaissance du fait qu'il peut exister plusieurs approches dès lors qu'il y a recherche de morale. Ce dernier principe implique une connaissance de l'autre : la connaissance, selon Pascal Lamy, constituerait les deux tiers de la convergence.

A cet égard il souligne l'asymétrie considérable entre la connaissance que les asiatiques ont des valeurs occidentales et celle que nous avons des leurs. Pascal Lamy conclut sur cet aphorisme : « la justice définit la condition sociale comme la mort définit la condition humaine ».

BB

Revivifier la démocratie

Le Club des Vigilants a fait de cet impératif l'un de ses axes de réflexion (voir éditorial). Un groupe de travail a commencé à rassembler des contributions sur ce thème. Il est coordonné par **Marc Bosvieux** (marc.bosvieux@gmail.com). Le président du Club, Philippe Bois, se propose également de lancer après l'été un travail collectif sur une dizaine de propositions simples, mais symboliques, à proposer dans le débat ouvert par la présidentielle de 2017.

Souriez, vous vivez une métamorphose de la société



N'ayez pas peur, restez calme, regardez autour de vous, écoutez la société qui bruisse.

Vous êtes en train de vivre une grande métamorphose comme la société des humains en a déjà connu plus d'une. Et il y a de bonnes chances pour que le frottement de tous ces humains qui prennent des initiatives, perçoivent bien les changements de la société et sont attentifs aux autres nous mène vers une « nouvelle humanité » qui n'aura rien à envier à l'Égypte pharaonique ou au Siècle des

Lumières. Télécommunications à gogo, Internet et autres bigdata sont arrivés à point nommé pour accompagner et faciliter cet accouchement.

Pour autant qu'on puisse tenter de résumer le dernier livre de notre ami Alain de Vulpian, voici le message principal que l'on entend. Eloge de la métamorphose – En marche vers une nouvelle humanité (Ed Saint-Simon) est un **livre fondamentalement optimiste**, comme le souligne dans sa préface Alain Berthoz, professeur honoraire au collège de France.

Il donne du sens et de l'importance à toutes ces initiatives dont vous êtes les spectateurs ou les acteurs (du Club des Vigilants à telle ou telle association ou ONG) à toutes ces « coagulations » qui nous étonnent et nous entraînent parfois. Des bonnets rouges à Nuit debout en passant par Je suis Charlie ou Occupy Wall Street. Quand Alain les met bout à bout on prend conscience de leur nombre et de leur fréquence qui s'accélère. Y participer devient vital pour beaucoup d'entre nous. Alain évoque ainsi des interviews de participants aux manifestations contre la loi « mariage pour tous ». Certains n'étaient pas vraiment contre le mariage homosexuel, mais ils se sentaient « bien » parmi les manifestants, faisant partie d'un peuple en marche. Sociologue et ethnologue, fondateur de COFREMCA, Alain guette depuis les années 50 ce genre de signes pour capter l'évolution des mentalités en France et ailleurs.

« Un peuple en marche pour se faire entendre d'un pouvoir sourd ». Le peuple, la société des gens, est très en avance, dans son évolution sur les politiques, les partis et l'Etat. D'où les tensions et exaspérations dont nous sommes les témoins ou les acteurs. Alain nous avait déjà parlé de cette idée dans le numéro 115 de Vigilances.

Où tout cela nous mène-t-il ?

Il faut se faire à l'idée que nous sommes dans l'univers du vivant, un univers aussi difficile à prévoir qu'à commander, nous dit Alain. Des crises politiques graves ne sont pas à exclure. La métamorphose a des ennemis, conscients ou inconscients. Alain pense par exemple que la financiarisation des entreprises et des économies, contre laquelle il n'a pas de mots assez durs, bloque la métamorphose des entreprises et de leur personnel. L'Europe est bien placée pour devenir leader d'une « happy-morphose ». Mais d'autres bifurcations sont possibles. Un Etat puissant peut arriver à manipuler suffisamment le processus en cours pour qu'une caste étroite conserve le pouvoir. En Chine si la bureaucratie et le parti « trouvent les moyens de rester étroitement et en permanence ajustés au bien-être de la société des gens » en s'appuyant sur le confucianisme ils conserveraient leur pouvoir et on pourrait aller

vers une « démocratie sociétale » qui ne ressemblerait pas vraiment à nos vieilles démocraties.

Il faut se plonger dans ce livre important pour en percevoir toutes les richesses. **Alain s'appuie sur ses lectures savantes pour nous raconter à sa manière l'histoire longue de l'humanité.** Il modifie ainsi notre regard sur la métamorphose à laquelle nous participons. Quand il nous dit que notre société des gens « bien qu'infiniment plus complexe, est plus proche de celles des chasseurs-cueilleurs que de celles de l'ère des civilisations », il nous plonge dans un abîme de méditation.

À partir du milieu du XXe siècle, il s'appuie sur les observations de ses équipes ou d'équipes similaires pour nous raconter **les étapes de notre évolution. Avec de savoureuses notations.** Par exemple sur les Trente glorieuses, obsédées de modernité et de standing, époque à laquelle les hommes d'affaires auraient adoré traverser l'Atlantique en paquebot mais prenaient l'avion pour faire moderne. Cette manière de scruter la société fait ressortir des tendances qu'on ne voit pas autrement. Par exemple le fait que les nouveaux consommateurs des pays émergents brûlent les étapes que nous avons traversées pour en arriver plus vite à une distance critique et une quête de sens.

Au passage Alain soulève d'énormes questions. Quand il dit par exemple que nos systèmes sociaux qui traitent tout le monde sur le même pied ne sont plus adaptés à une société qui appelle l'individualisation des solutions.

À vous de jouer. Lisez, commentez.

Un site www.mouvancehappymorphose.com est en construction. Vous pouvez y lire l'introduction du livre. Et www.clubdesvigilants.com est toujours là pour accueillir débats et commentaires.

Jean-Claude Hazera

À lire également, François de Closets

Dans son tout dernier livre, *Ils ont écrit ton nom liberté*, toujours chez Fayard, notre ami François de Closets, prend lui aussi un grand recul historique pour s'interroger sur notre société. Qu'est notre individualisme à la lumière des combats qu'ont menés tant de héros pour la liberté ? Héros connus, héros moins connus, François nous les raconte tous avec la passion qu'on lui connaît.

La fondation de Lila pour lutter contre l'illettrisme



Il faut lutter contre l'illettrisme dès l'entrée à l'école. C'est indispensable pour prévenir l'échec scolaire et contribuer concrètement à l'égalité des chances.

Aujourd'hui une majorité des Français qui s'intéressent aux problèmes de leur société doivent être d'accord avec cette évidence. Parmi les membres du Club des Vigilants on doit frôler l'unanimité. Voilà un moyen très concret de revivifier la démocratie. Reste à passer à l'action.

La responsabilité première est celle de l'éducation nationale. Mais les bonnes volontés ne sont pas de trop. Nous connaissons tous des associations qui, avec beaucoup d'enthousiasme et peu de moyens, luttent contre l'échec scolaire, lisent des histoires aux petits, etc.

C'est là qu'intervient Lila. Les habitués du Club des Vigilants, de son groupe long terme, de ses matinales et de ses déjeuners du jeudi sont familiers de la présence discrète et souriante de Lila Bidaud. Certains connaissent ses compétences d'avocate. On sait moins que son parcours personnel la rend très sensible aux difficultés des illettrés (mais aussi aux outils de libération que sont la lecture et l'écriture, notam-

ment pour les femmes), aux valeurs de l'école et à l'égalité des chances pour tous.

Plutôt que de créer une association de terrain de plus Lila a décidé d'apporter des moyens à certaines de celles qui existent. En essayant aussi de les inciter à focaliser leur action sur ces mois clés de l'apprentissage de la lecture en cours préparatoire. Elle a donc créé une fondation – la fondation Lire et comprendre (la fondation-lire-et-comprendre)– ce qui n'est pas une mince affaire. Celle-ci dispose de moyens importants grâce à la générosité de Lila, de son époux et de certains de leurs amis. Elle a d'ores et déjà lancé un appel à projet et un jury doit départager les dossiers pour choisir ceux que la fondation soutiendra.

Espérons que Lila partagera avec nous dans quelques temps la vision globale du problème et des solutions qu'elle va ainsi acquérir. Que pouvons-nous faire en attendant ? Contribuer au financement de la fondation, bien sûr. Mais aussi la faire connaître, notamment à tous ceux qui sont susceptibles de lui présenter des projets convaincants.

J-CH

Le rêve du « grand soir » est toujours là en France



La contestation de ce printemps ne portait pas que sur la loi travail.

La loi était la substance qui provoque la catalyse, c'est-à-dire l'accélération et l'approfondissement des tensions sociales dont on a vu se développer une forme violente.

Une forme en particulier dominait : une violence organisée et théorisée qui assume la stratégie de la tension. **La stratégie de la tension est un projet radical qui veut provoquer le chaos pour « changer la donne ».** Elle pose comme principe que le respect de la légalité ne permet pas de renverser le rapport de force. Pour ses promoteurs l'addition de manifestations de masse et de radicalité est le cocktail rêvé.

Au-delà des récriminations médiatiques et des postures d'autorité, on peut s'étonner, comme le faisait le sociologue Raymond Boudon, de la tolérance française pour la démonstration de rue et la pression physique. Elle vient d'une longue tradition intellectuelle faite de fascination pour la violence, d'une **capacité unique à se déchaîner par adhésion à une vision théorique du monde et de la croyance sincère dans le mythe du grand soir.** En France nombreux sont ceux qui adhèrent encore à la prophétie millénariste de Marx : **un ordre social nouveau, qui sera sans commune mesure avec tous les ordres sociaux connus, viendra lorsque l'on sera guéri de la maladie infantile du capitalisme.** D'autres, également nombreux, ont abandonnés l'illusion, ils se contentent de haïr l'avatar libéral du capitalisme et d'invectiver le présent.

Le ratage politique qui aboutit à laisser tant de place aux mouvements millénaristes et violents saute aux yeux mais, soyons lucides, il dépasse de beaucoup la responsabilité du gouvernement actuel. **C'est le ratage d'une société où les rentes intellectuelles, politiques, syndicales et patronales sont, depuis longtemps, construites sur l'absence de confiance.** Une autre façon d'exprimer cette réalité est d'observer la pression permanente, voire le dénigrement, que subissent les forces réformatrices, celles qui croient au cours de l'histoire et à l'âpreté, parfois lassante, du progrès continu.

A la veille d'un nouveau cycle électoral présidentiel il faut se battre pour **mettre l'esprit de réforme au centre du jeu** ; cela dépasse les questions individuelles. **Il faut être diligent parce que de la violence naît le chaos et davantage de violence, rarement le grand soir.**

Ph. B.

À lire également sur clubdesvigilants.com

Philippe Tixier s'est interrogé sur [Le va-tout de la CGT, une défaite historique ?](#). « Le pays entier est en situation d'interrogation et en passe de déni de démocratie. C'est la représentation nationale qui est en crise. Les Français savent bien, dans leur grande majorité, que la "posture" de la CGT est contreproductive. Mais ils ne savent pas quoi faire. »

Vie du Club

C'est avec tristesse que nous avons appris la disparition de Déborah Secretin, qui collabora plusieurs années avec Marc Ullmann. Elle a été emportée en juin par un cancer foudroyant. Beaucoup d'entre nous la connaissaient et appréciaient sa disponibilité lors des événements du Club.